

Intervention – Séminaire annuel des chefs de juridiction administrative

Mercredi 6 avril 2011 - Chancellerie

Monsieur le vice-président,

Mesdames, Messieurs les présidents des Cours administratives d'appel,

Mesdames, Messieurs les présidents des tribunaux administratifs,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je vous accueille à la Chancellerie pour votre séminaire annuel, je me réjouis de voir réunis aujourd'hui et ici les présidents de l'ensemble des juridictions administratives. L'occasion m'est ainsi donnée de rendre hommage au travail accompli quotidiennement au sein de ces juridictions par les magistrats et personnels de greffe, et de souligner dans le même temps la qualité de notre modèle de justice administrative.

Je sais que vous travaillez sans relâche à l'excellence de notre justice administrative et votre engagement au service de l'intérêt général produit, cette année encore, ses résultats.

Je tiens ainsi à saluer l'effort des juridictions administratives pour réduire les délais de jugement. Alors que le volume d'affaires se stabilise après avoir connu une très forte progression, vous avez divisé en une décennie par deux voire par trois ces délais, offrant à nos concitoyens un règlement plus rapide mais aussi plus efficace des litiges. Les résultats s'observent à tous les niveaux (tribunaux administratifs, cours administratives d'appel et Conseil d'Etat) ; ces délais qui sont en moyenne d'un an devant les juridictions des premier et second degrés, et de l'ordre de 9 mois devant le Conseil d'Etat, n'ont jamais été aussi courts. C'est la marque d'un engagement fort de l'ensemble des

personnels et le signe, aussi, de l'efficacité des réformes de procédure qui ont été mises en œuvre. La Chancellerie s'est engagée à vos côtés pour dégager les moyens nécessaires et le résultat est désormais acquis : la lenteur des procédures appartient à l'histoire des juridictions administratives.

Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu sans que la qualité des décisions rendues en ait été affectée.

L'efficacité et la qualité sont en effet au cœur des réformes dans lesquelles se sont engagées les juridictions administratives ces dernières années : la justice administrative s'inscrit dans un mouvement continu d'amélioration de ses procédures juridictionnelles.

Il faut que ce mouvement se poursuive. Je veux profiter de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à vous pour tenter d'apaiser les craintes qui se sont exprimées à propos du dispositif inscrit dans la proposition de loi de simplification et de clarification du droit, adoptée dans les mêmes termes par les deux assemblées, et qui permettra, dans certains dossiers et uniquement dans les matières énumérées dans un décret en Conseil d'Etat, de dispenser le rapporteur public de présenter ses conclusions à l'audience. Il n'y a **aucune raison de penser que la solution trouvée entamera la qualité des décisions rendues, au contraire**. Tout d'abord, la dispense du rapporteur d'exposer ses conclusions à l'audience ne sera pas automatique ; le rapporteur public conservera son droit de regard – puisque c'est lui qui proposera de ne pas conclure à l'audience : la garantie que représente le « double regard » du rapporteur et du rapporteur public n'est donc pas abandonnée. **Le dispositif permettra un allègement de procédure utile et nécessaire** : il a en effet vocation à s'appliquer aux contentieux

de masse, pour les dossiers dont la solution découle de l'application de jurisprudences bien établies et ne justifiant pas systématiquement l'intervention d'un rapporteur public. Dès lors, par ce dispositif, les rapporteurs publics seront en mesure de consacrer davantage de temps aux dossiers dans lesquels se posent de véritables questions de droit.

La juridiction administrative a su mobiliser tous ses moyens pour répondre efficacement au défi de l'inflation contentieuse qu'elle a connue ces dernières années. Soyez assurés de toute ma vigilance quant aux conséquences des réformes à venir pour la justice administrative.

Je sais que le contentieux des étrangers fait partie de ces défis à relever pour vos juridictions (il représente 28% du contentieux de première instance). Le projet de loi sur l'immigration suscite des inquiétudes, car le juge administratif sera désormais le premier juge saisi pour l'examen de la situation des étrangers placés en rétention administrative : cette disposition aura sans doute un impact, même s'il est difficilement mesurable a priori, sur la charge de travail des juridictions administratives ; il n'est pas question de l'ignorer et il conviendra de veiller à ce que les juridictions continuent de disposer des moyens leur permettant de traiter ces contentieux dans les délais qui leurs sont assignés par le législateur, comme elles l'ont toujours fait.

Je serai à votre écoute et à vos côtés pour que nous relevions ces défis ensemble, pour la meilleure garantie de l'intérêt général et la protection des droits et libertés de nos concitoyens. Le passé l'a montré, l'avenir le confirmera : je veux souligner avec quel succès est ainsi entrée en application la question prioritaire de constitutionnalité ; c'est une chance pour le renforcement de notre Etat de droit : les citoyens s'en sont saisis

et vos juridictions y ont répondu conscientes de tout l'enjeu de cette garantie nouvelle.

La Justice administrative est une justice de grande qualité, efficace, indépendante, rigoureuse mais aussi et souvent audacieuse dans les solutions qu'elle propose. Je suis ravi que nous puissions partager ce moment d'échange sur les accomplissements et les perspectives d'avenir des juridictions de l'ordre administratif.